

Nourrir la planète ?

Agriculture et alimentation, des questions géopolitiques



Par Jean-François
Fiorina

Directeur adjoint
de Grenoble Ecole
de Management
Directeur de l'ESC
Grenoble

Le 2 mai s'ouvre à Milan, et jusqu'au 31 octobre, l'Exposition universelle 2015. Son thème ? *"Nourrir la planète, Energie pour la vie"*. Il est vrai que le grand retour de la question alimentaire ne peut plus être esquivé. Alors que près d'un milliard d'êtres humains souffre de sous-alimentation chronique, et deux millions de sous-nutritions, *"qu'advient-il en 2050, quand nous ne serons plus 6 milliards comme en 2000, mais 9 milliards de bouches ?"*, se demande Jean-Paul Charvet dans son *Atlas de l'agriculture* (Autrement, 2012). Le sujet ne se limite pas à ses aspects humanitaires, ni même économiques : l'*"insécurité alimentaire"* est un facteur évident de tensions voire de crises géopolitiques qui concernent également les pays européens, considérés comme *"riches"* partout où l'alimentation reste un problème vital.

Il n'est pas anodin qu'Expo Milano 2015 invite à *"réfléchir et chercher des solutions aux contradictions de notre monde: si une partie de la population mondiale souffre de la faim (environ 870 millions de personnes sous-alimentées dans la période 2010-2012), d'autres personnes meurent à cause d'une alimentation incorrecte ou d'une consommation excessive de nourriture (environ 2,8 millions de décès liés à l'obésité ou à une surcharge pondérale). De plus, chaque année, environ 1,3 milliard de tonnes d'aliments sont gaspillés."* Dans un rapport conjoint publié en 2014, la Banque mondiale et la FAO (Food and Agriculture Organization) estiment que *"l'agriculture classique sera, à terme, faute de terres cultivables et de ressources en eau suffisantes, incapable de subvenir à tous les besoins humains"*. Quelles sont les données du problème ? Quelles pistes pour l'avenir ?

Les terres agricoles: des denrées rares et chères

Le principal défi concerne l'accès aux ressources. Comme le rappelle Jean-Paul Charvet, les espaces agricoles couvrent moins du tiers des terres émergées (un peu moins de 5 milliards d'hectares, sur près de 15 milliards). Et ces *"agrosystèmes"* sont à la fois très inégalement répartis à l'échelle de la planète et très diversifiés, car reflétant des traditions historiques et des conditions géographiques hétérogènes. *"Les terres agricoles comprennent les terres cultivées (arable lands) - qui couvrent 140 millions d'hectares et portent l'essentiel des cultures annuelles -, les pâturages naturels et terrains de parcours (pasture lands) - qui s'étendent sur 3400 millions d'hectares - et les cultures permanentes (permanent crops), arbustives ou arborées - qui occupent 140 millions d'hectares. Les quantités produites par hectare varient beaucoup selon les systèmes de production, allant des plus intensifs aux plus extensifs."*

Le principal défi concerne
l'accès aux ressources :
les espaces agricoles
couvrent moins du tiers
des terres émergées.

Très modestes sur les terrains de parcours du bétail, ces quantités sont très élevées dans d'autres cas : les 18 % de terres agricoles irriguées portent 40 % de la production agricole mondiale". Ces conditions particulières expliquent la prédominance de quelques grands pays exportateurs de blé et farine de blé, constituant avec le riz et le maïs l'élément de base de l'alimentation mondiale : États-Unis, Canada, Union européenne, Russie-Ukraine-Kazakhstan (blés de la "mer Noire"), Australie, Argentine, et dans une moindre mesure Turquie et Chine.

Le phénomène de "délocalisation offshore de productions agricoles", à savoir l'achat ou la location de terres agricoles à l'étranger, atteste de l'impératif de "sécurité alimentaire" pour un nombre croissant de pays.

Or la terre cultivable est une ressource de plus en plus rare : "Entre 1980 et 2005, les superficies des terres cultivées n'ont progressé que de 4,5 % - à la faveur des fronts pionniers agricoles développés en Asie du Sud-Est, en Afrique et en Amérique latine -, alors que la population mondiale augmentait de 45 %". Cette très faible progression est accentuée par le phénomène d'étalement urbain, la concurrence des productions industrielles (comme le coton) et dans l'accès à l'eau, faisant de la terre cultivable une ressource stratégique, et de la "délocalisation offshore de productions agricoles" un enjeu géoéconomique majeur. Si le cas de la Chine est connu, d'autres pays achètent ou louent des terres agricoles à l'étranger : Inde, Japon, Corée du Sud, Arabie saoudite et autres pays du Golfe (Bahreïn, Qatar, EAU), Égypte ou encore Libye (au moins jusqu'à une période récente). Les principaux pays cibles sont, dans l'ordre décroissant du nombre d'hectares concernés, l'Indonésie, le Soudan, l'Ouganda, les Philippines, l'Argentine, la Russie, le Sénégal, l'Éthiopie, le Pakistan, la Malaisie, l'Ukraine, Madagascar, mais aussi les États-Unis, le Mali, le Laos... Un phénomène qui ne cesse de croître, au nom de la "sécurité alimentaire", qui tend à devenir aussi impérieuse que la sécurité énergétique et fait monter les prix de la terre.

De la volatilité des prix agricoles...

Depuis la fin des années 2000, avec la libéralisation des marchés agricoles, les fortes secousses sur les prix des produits, en particulier des céréales, ont vu réapparaître le spectre de la famine. Une cinquantaine de pays y serait chroniquement exposée. "Du jour au lendemain, ces pays fragilisés par cette libéralisation ont vu surgir les fantômes des disettes millénaires, des 'guerres des farines' et des adoptions en catastrophe de lois frumentaires", explique Gilles Fumey dans sa *Géopolitique de l'alimentation* (Editions Sciences Humaines, 2012). La première explication tient à l'augmentation de la demande. Celle d'une population de plus en plus nombreuse, bien sûr : "28,5 millions de bouches supplémentaires à nourrir chaque année"! Mais cette augmentation est également qualitative, avec l'adoption de nouveaux goûts alimentaires par les classes moyennes mais aussi tout simplement urbaines des pays émergents - Brésil, Inde et Chine en particulier. "Traditionnellement consommateurs de céréales et de végétaux, agrémentés de temps à autre de viande de porc, les nouveaux Chinois sont devenus de plus gros carnivores : la consommation annuelle de viande par Chinois (moyenne lissée à l'ensemble de la population) est passée, selon la FAO, de 20 à 50 kg, ce qui a un fort impact sur la demande de céréales fourragères" - ainsi d'ailleurs que d'eau et d'énergie, pour la transformation de la viande.

La fluctuation des prix des produits alimentaires a diverses causes, parmi lesquelles la crainte "d'une pénurie persistante sur les marchés agricoles".

De nombreux travaux et études ont été consacrés ces dernières années au phénomène de flambée des prix. Dans *Problèmes économiques* (n°3073, 2013), Benoît Daviron retient trois grandes interprétations complémentaires, qui peuvent expliquer le comportement récent du marché des produits alimentaires : la volatilité naturelle des prix agricoles (notamment du fait de leur forte dépendance aux conditions naturelles et climatiques, par nature instables), la faiblesse des investissements publics (tant dans la production que dans l'utilisation des produits agricoles), l'effet du différentiel entre offre et demande enfin - "les flambées des prix [constituant] le signe avant-coureur d'une pénurie persistante sur les marchés agricoles". Reste que, comme tous les marchés mondiaux de matières premières et ressources rares, l'agriculture fait l'objet d'une très forte spéculation. C'est pourquoi, pour l'OCDE, "un dispositif concret devrait être mis en place pour

constituer un niveau minimum de stocks", tout en développant des politiques actives de maîtrise de la demande, tant dans les pays du Nord que du Sud.

Une conjugaison de fléaux qui impose un retour au réel

"Quatre raisons imbriquées sont avancées pour justifier la pression sur les marchés de l'alimentation: la pression démographique, la croissance économique, le réchauffement climatique et les erreurs politiques graves dans la gestion de l'agriculture", dénonce Gilles Fumey, le dernier point concernant plus particulièrement la priorité accordée à l'agro-business, dont les géants internationaux (Monsanto, DuPont Pioneer, Kraft Foods, Unilever...) sont de gros pourvoyeurs et consommateurs d'engrais industriels, pesticides et autres OGM. Or cette course à la productivité a démontré ses limites, l'effet retour étant le renouveau de l'agriculture paysanne, plus traditionnelle, sur fond de commerce équitable et plus généralement d'une gestion raisonnée des ressources. "L'alimentation moderne est issue des deux cultures, mais l'une est plus conquérante et destructrice que l'autre. Dans la géopolitique mondiale, les uns et les autres ne jouent pas sur le même terrain. La crise de 2008 a réintroduit un certain nombre de certitudes: contre la faim et pour la qualité, l'agriculture paysanne est le meilleur pari". Notamment parce que, à l'échelle d'un territoire, elle conduit à des comportements malthusiens, comme ce fut le cas en Europe pendant des siècles, ce qui permet une régulation naturelle entre accès aux ressources et croissance, tant démographique qu'économique. C'est ce qui permet à Marc Dufumier de prôner une "économie agricole à haute performance environnementale" ("Agricultures africaines et marché mondial", Fondation Gabriel Peri, 2007). D'autant qu'il est possible d'augmenter les rendements avec des techniques biologiques, ou proches. Une autre raison, tout aussi "écologique", relève du lien symbolique entre les paysans et la terre: "Si nous sommes ce que nous mangeons, nous ne pouvons pas ignorer le sens de ce fil que l'industrie ne parvient pas à tisser".

"Si nous sommes ce que nous mangeons, nous ne pouvons pas ignorer le sens de ce fil qui relie le paysan à sa terre, et que l'industrie ne parvient pas à tisser"...

Pour les organisateurs de l'Exposition universelle 2015, "il faut mettre en œuvre des politiques avisées, développer des styles de vie durables et même avoir recours à des technologies de pointe pour trouver un équilibre entre la disponibilité et la consommation des ressources." Parmi ces "nouveaux horizons", il y a l'océan. Dès le milieu des années 1970, l'explorateur et océanologue Jacques-Yves Cousteau observait: "La nécessité de nourrir une humanité toujours plus nombreuse nous obligera à nous tourner vers la mer, avec une nouvelle compréhension mais aussi de nouvelles technologies". À condition que l'aquaculture, en particulier, ne reproduise pas les errements de l'agriculture industrielle (production intensive, pollution, OGM...). Longtemps première puissance agricole européenne, la France dispose dans ce domaine, avec le 2^e espace maritime au monde, des ressources nécessaires à un positionnement stratégique sur les marchés de demain. ■

Pour aller plus loin: *Géopolitique de l'alimentation*, par Gilles Fumey, Sciences Humaines Editions, 144 p., 10,20 □ *Atlas de l'agriculture. Comment nourrir le monde en 2050?*, par Jean-Paul Charvet, nouvelle édition augmentée, Autrement, 96 p., 19,90 □ "Nourrir la planète", dossier de *Problèmes économiques* n°3073, 09.2013, 4,70 □

EXTRAIT:

'Le redoutable défi du surpoids et de l'obésité': "Plus d'un milliard de personnes sont en surcharge pondérale dans le monde car elles possèdent un indice de masse corporelle (IMC) > 25 et au moins 300 millions de personnes sont obèses (IMC) > 30. Le surpoids et l'obésité causent près de 3 millions de décès chaque année. [Et] les maladies non transmissibles (MNT) dues aux mauvais régimes alimentaires ne sont plus l'apanage des pays riches. 5,1 millions de personnes devraient mourir chaque année d'une MNT avant l'âge de 60 ans dans les pays pauvres. Seule l'Afrique n'est pas touchée. Mais dans les pays pauvres, les MNT sont rapidement mortelles même si le décalage entre l'apparition de l'obésité et l'augmentation des dépenses de santé est important, impliquant des surcoûts considérables en termes de soins, notamment pour ce qui est lié au diabète. [...] 100 millions de personnes tombent chaque année dans la pauvreté faute de pouvoir s'offrir les soins dont elles ont besoin. Le traitement du diabète coûte le quart du revenu d'un ménage en Inde." (Gilles Fumey, *Géopolitique de l'alimentation*, op. cit.)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur <http://notes-geopolitiques.com>